



« La Marianne de la Parité » 2011- 2012



16 départements ont participé à l'action : Aisne, Calvados, Eure et Loir, Haut-Rhin, Isère, Loire, Loiret, Manche, Martinique, Nord, Pas-de-Calais, Rhône, Seine Maritime, Territoire de Belfort, Var, Yvelines.

Avec 32 associations partenaires : CIDFF 02, Aster International Aisne, Action Catholique Féminine* Aisne, Femmes et Projets Aisne, Elles Aussi Loiret *, UFCS/Familles rurales Caen, Femmes D'alsace*, Femmes Du Haut-Rhin, Association des Maires de l'Isère, Associations des Anciens Maires et Adjointes de l'Isère, Observatoire Isérois de La Parité, Association des Femmes Elues de l'Isère *, Elles Aussi Rhône *, IUT Cherbourg Manche, Association Elles Aussi Martinique *, Université Jean Monnet Loire, CIDFF 42, Comité Féminin et Citoyen Pour le Dépistage des Cancers 42, Commission des Agricultrices de la FDSEA Loire, Femmes Elues de la Loire *, Elles Aussi Nord – Pas de Calais *, Observatoire Régional de la Parité Entre F/H Nord – Pas de Calais, Femmes et Perspectives Pas-de-Calais, Observatoire des Femmes de Haute-Normandie, Elles Aussi Seine Maritime *, Association des Maires 76, Université de Rouen, CIDFF 76, Elles Aussi Eure et Loire *, Business & Professional Women Toulon, Elles Aussi Yvelines *, Femmes aux responsabilités Territoire de Belfort.

Avec le soutien du réseau régional et/ou départemental des Droits des Femmes et de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, et celui du Ministère des Solidarités et de la Cohésion Sociale.

* Antennes Elles Aussi ou Associations membres de *Elles Aussi*

8 mars 2009 : l'antenne *Elles aussi* du Rhône organise un concours pour identifier et récompenser les communes du département les plus paritaires.

2011 : mi-mandat pour les conseils municipaux, situation bloquée au Sénat et dans les Conseils Généraux ; le réseau *Elles aussi* reprend l'idée, la transforme, l'étend aux intercommunalités.

La Marianne de la Parité - objectifs

- pour faire la preuve que la parité c'est possible, et montrer les effets des lois au delà de leur stricte application,
- pour mettre à l'honneur dans chaque département les communes et intercommunalités particulièrement respectueuses de la parité et faire connaître leurs bonnes pratiques,
- pour rendre visible, valoriser et soutenir l'engagement des femmes dans la vie locale et encourager ainsi les femmes à s'y investir,
- plus largement pour faire un geste public de reconnaissance à l'ensemble des élus locaux et des associations mobilisées localement pour la parité.

La Marianne de la Parité - organisation

- une enquête menée dans les départements de manière militante avec un règlement national,
- un jury local pluraliste de personnalités indépendantes pour décider du classement final selon trois catégories correspondant aux modes d'élection (municipalités de moins ou plus de 3 500 habitants et intercommunalités),
- une cérémonie de remise des trophées et diplômes dans un lieu symbolique du pouvoir local.

Parmi les 16 départements nous avons retenu 8 départements où l'enquête exhaustive permet de dresser un bilan quantitatif (environ 2100 communes et 200 EPCI).

Etat des lieux : Calvados, Haut Rhin, Martinique, Nord, Pas de Calais, Seine Maritime, Territoire de Belfort, Yvelines.

L'enquête montre l'effet d'entraînement qu'a eu la loi sur les communes de moins de 3500 habitants, tant dans la présence de conseillères que d'adjointes. Elle révèle un mouvement pour la parité lent et profond dans le tissu municipal de la France moyenne, en dehors des citadelles masculines que sont les EPCI.

Sont éliminés :

- Les deux-tiers des communes moyennes (500 à 3500h), faute d'atteindre 35% de femmes dans le conseil municipal,
- Les trois-quarts des communes importantes (3500 à 100 000h), faute d'avoir un couple mixte à la tête de l'exécutif (maire et premier adjoint) ou bien de ne pas respecter la parité dans l'exécutif (maire + adjoint-e-s) au moment de l'enquête,
- 92% des EPCI, pour avoir moins de 30% de femmes parmi les délégué-e-s titulaires.

Les communes qualifiées : dans chaque catégorie, elles ne figurent pas parmi les communes les plus importantes et ont plus que les autres des femmes à leur tête.

Les communes primées

- Ils, elles, sont maires à parité, 24 femmes et 23 hommes.
- Parmi les 25 « communes moyennes » primées, la moitié a moins de 1000 hab.
- Parmi les 22 « communes importantes » primées, la moitié a moins de 7000 hab.

Les intercommunalités primées

4 départements n'ont pu décerner aucun prix et parmi les 7 intercommunalités qui ont reçu un prix, 5 d'entre elles comptent moins de 8000 habitants.

Notons que dans les 8 autres départements, **Aisne, Eure et Loir, Isère, Loire, Loiret, Manche, Rhône, Var**, ont été primés : 17 « communes moyennes », 20 « communes importantes » et 13 intercommunalités.

La parole à des maires des communes honorées

(verbatim constitué à partir d'entretiens réalisés après les remises de distinctions)

La parité comme mise en mouvement de la démocratie

Deux femmes maires de « communes moyennes » - Pas de Calais et Nord

« Ce diplôme, c'est la reconnaissance du travail des femmes. La parité est une chance car elle apporte un regard différent sur les affaires et les problèmes »

« L'initiative du réseau *Elles aussi* encourage les femmes à s'investir dans la vie locale en 2014. La parité crée une dynamique dans les conseils municipaux. »

La parité comme construction d'un équilibre

Deux hommes maires de « communes moyennes » Isère et Nord

« Je ne me suis pas battu pour faire une liste avec la parité, ça s'est fait. Ça m'a paru naturel : j'ai recruté, j'ai contacté, pourquoi se priver de la moitié de l'humanité ? »

« Dans l'équipe, on n'a pas dit « il nous faut 11 femmes », peut-être aussi qu'inconsciemment la bataille pour la parité dans les instances élues nous a aussi aidé ; sans qu'on soit obligé de la faire, la parité s'est faite dans la continuité de l'ouverture progressive du conseil municipal aux femmes. »

La légitimité des femmes à exercer le pouvoir

Une femme maire d'une « commune importante » Yvelines

« Les hommes n'ont pas envie de laisser la place aux femmes, c'est une réalité liée au système et beaucoup de femmes n'osent pas s'engager en politique car elles ont peur. Je n'étais pas favorable à l'instauration obligatoire de la parité, l'idée des quotas me révoltait, je pensais qu'il valait mieux militer pour que cela change ; mais après le vote de la loi sur la parité, j'ai changé d'avis. En 2001, les femmes n'avaient plus peur de s'engager, la loi leur avait donné la légitimité de se présenter une première fois, de là, ensuite briguer peut-être d'autres mandats. »

La parité dans les très petites communes

Une femme maire d'une commune de 100hab. Territoire de Belfort

« Constituer un conseil municipal paritaire a été une démarche volontaire de ma part, objectif partagé avec les femmes de mon équipe, ce sujet fait sourire les hommes...je n'ai pas rencontré de difficultés particulières pour recruter des femmes, je suis moi-même une femme et il est plus facile d'échanger et de convaincre. La parité a introduit moins de conflits que précédemment au sein du conseil municipal ».